



Site web local : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/049/> Mél fo.ddfip49@dgfip.finances.gouv.fr

Déclaration liminaire CTL du 8 janvier 2015

Monsieur le Président,

L'année 2014 s'est achevée dans un climat plus que difficile pour les agents des Finances Publiques, notamment pour les collègues des Ponts de Cé, Chalonnes qui sont confrontés au quotidien au manque de moyens humains pour exercer leurs missions de service public. Ce ne sont là que des exemples, mais tous les postes et services sont concernés et sont à l'os. **FO DGFIP 49** n'accepte pas que les conditions de travail continuent de se dégrader, conditions de travail déjà catastrophiques qui affectent la santé de nombreux collègues.

F.O.-DGFIP 49 n'acceptera aucune politique qui conduit au démantèlement du réseau au prétexte du manque de moyens. La recette est hélas connue, mais devient de plus en plus indigeste : créer les conditions du manque d'efficacité, réduire ensuite l'offre de service puis fermer en essayant d'avoir le consentement des personnels restants qui, au bord de l'épuisement professionnel, en arriveraient à être demandeurs des fermetures, donc de la disparition de leur outil de travail.

La MAP et sa déclinaison dans les services de la DGFIP, la démarche stratégique, continue à produire ses effets dévastateurs : accélération de la dégradation de nos conditions de travail et de la régression de la qualité du service rendu au public, sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, de la réduction permanente des budgets de fonctionnement et des restructurations-réorganisations.

Le tout est aggravé par l'accroissement permanent de la fréquentation de nos guichets par une population démunie, socialement fragilisée par la politique d'austérité menée par le gouvernement Valls/Hollande dans la continuité des gouvernements précédents.

L'une des mauvaises réponses de l'administration aux suppressions d'emplois est la réduction des horaires d'ouverture au public qui prépare élus et contribuables à la fermeture définitive de centres de finances publiques et de services. Annonçant ainsi la fin de l'égalité de traitement des citoyens, la disparition pure et simple du réseau financier et fiscal que représente la DGFIP.

Dans ce contexte, les 22 nouvelles suppressions d'emplois pour 2015 à la DDFIP de Maine et Loire, constituent une étape supplémentaire dans l'application de la démarche stratégique, et servent d'alibi à tous les abandons de missions et fermetures de services.

Pour **FO DGFIP 49**, ce destin n'est pas inéluctable et nous revendiquons un changement complet de la politique de destruction de la DGFIP au profit d'une politique de soutien à toutes les missions financières, fiscales et foncières. Cela passe par l'arrêt immédiat de la politique d'austérité, des suppressions d'emplois et de la baisse drastique des crédits budgétaires qui en découlent.

La seule solution contre la disparition du réseau de la DGFIP et les suppressions d'emplois : c'est le retrait du pacte de responsabilité et de la réduction des 50 milliards d'euros de dépenses publiques qui l'accompagne.

Monsieur le Président, pour toutes ces raisons, **FO DGFIP 49** condamne sans réserve votre projet de suppressions d'emplois à la DDFIP 49 et votera contre.

Pour l'instant, c'est bien la continuité de la politique initiée depuis des années qui se poursuit contre le monde du travail, contre l'immense majorité de la population au profit des marchés financiers et des actionnaires.

Lors du rassemblement militant du 16 décembre 2014, le Secrétaire Général de la Confédération FORCE OUVRIERE Jean-Claude Mailly a bien retranscrit notre volonté de transformer cet avertissement en actions d'envergure.

Il a précisé que " la lutte des classes est une réalité quotidienne que seuls les aveugles ne peuvent voir ou constater ". Il prolongeait en indiquant " Avoir accepté le pacte budgétaire européen, sans même rechigner, est une faute lourde qui corsète la politique économique et sociale suivie ".

Il a insisté sur le fait que " le succès de FO aux élections dans la Fonction Publique est aussi, un succès pour les valeurs républicaines ".

Il a aussi très clairement fait part de la position de notre Confédération **Force Ouvrière** en déclarant : " un pacte de responsabilité et d'austérité dont nous demandons le rejet ou le retrait ". " Si cet avertissement au gouvernement et au MEDEF n'est pas entendu, nous n'en resterons pas là...Le 16 décembre c'est une étape dans la construction du rapport de forces. Nous n'excluons rien pour les semaines et les mois à venir. De l'avertissement à la préparation d'une journée de grève inter- professionnelle il n'y a qu'un pas. Si nécessaire, nous sommes prêts à la préparer, dans l'action commune si possible ".

Fort du soutien reçu lors des dernières élections professionnelles, **FORCE OUVRIERE** estime urgent que les personnels se rassemblent pour lutter contre la politique du gouvernement.

Pour le progrès social exigeons :

- Le retrait du pacte de responsabilité et de la réduction des 50 milliards d'euros de dépenses publiques qui l'accompagne, l'arrêt immédiat de la MAP, de la démarche stratégique.
- Le maintien du réseau de proximité avec les moyens nécessaires pour fonctionner, trésoreries, SIP, SIE, SPF, CDIF, contrôle fiscal...soutenu et dirigé par des directions départementales conservant toutes leurs prérogatives.
- L'augmentation immédiate des avancements et promotions.
- Deux véritables mouvements de mutations par an et le droit au retour pour les issues de concours et liste d'aptitude.
- Le rejet de tous les processus de réduction et de transfert par privatisation ou externalisation des missions en cessant de donner des gages au patronat et aux marchés financiers.
- Le renforcement du service public républicain en lui donnant les effectifs de personnels statutaires et les crédits de fonctionnement nécessaires au bon exercice des missions.
- L'augmentation immédiate de 8 % de la valeur du point d'indice et l'attribution de 50 points d'indice sur l'ensemble de la grille indiciaire.
- La revalorisation immédiate des régimes indemnitaires.
- L'intégration des primes et indemnités dans le traitement soumis à retenue pour pension.
- Le maintien de nos statuts particuliers d'agents des Finances et du statut de la fonction publique.
- La défense de la protection sociale.
- L'abrogation de la loi Fillon sur les retraites.

S'organiser, rassembler, combattre toute austérité, qu'elle soit de droite, de gauche ou syndicale, tel est le sens de l'action du syndicat **Force Ouvrière**.

Monsieur le Président, nous vous demandons d'annexer cette déclaration au procès verbal de ce CTL et vous en remercie.